

# Conclusions

**Jean Morin**

**Président d'honneur et fondateur de l'IFM**

« *Garde-moi, Seigneur, de croire que je dois dire quelque chose à propos de tout et en toutes occasions.* », a écrit une religieuse dans un manuscrit retrouvé à Canterbury. Je reprends cette citation en disant : « *Gardez-vous, Francis, de croire qu'il faut que je sois obligé de faire des choses aussi inutiles.* » Mais vous insistez quand même. Alors je pense que vous souhaitez, et vous avez raison, que je rende à mon successeur un très grand hommage. Il a transformé l'Institut Français de la Mer; il en a fait une organisation non seulement vivante, mais à laquelle on croit et je suis presque obligé de faire des excuses à l'ancien ministre, Jean-Yves Le Drian, pour lui avoir présenté en 1969 des Journées nationales de la mer qui n'ont pas eu le même retentissement que celui qu'elles ont aujourd'hui, même si des ministres africains étaient venus parler de la pêche avec nous.

Dominique Bussereau, c'est une grande joie pour moi de confirmer, si j'ose dire, ce que j'avais eu l'insolence de dire au cours de la réunion de l'année dernière, à savoir que les propos que vous avez tenus sont parmi les meilleurs de ceux que j'ai pu entendre depuis 25 ans de la part d'un membre du gouvernement pendant les Journées nationales de la mer.

J'étais d'autant plus heureux que vous veniez avec la réputation d'aimer beaucoup les modes de transport ferroviaire et routier et que, depuis, vous nous démontrez l'attachement que vous portez à la mer.

Évidemment, l'IFM est bien placé puisque son président représente la France, grâce à vous, mais l'Institut est également bien placé, car notre vice-président, Raymond Simonnet, par sa compétence, son bon sens et son intelligence, a été aussi désigné comme personnalité qualifiée, si bien que nous avons deux représentants à l'Agence européenne de sécurité maritime.

Enfin, parmi les choses remarquables que vous avez accomplies, il y a le fait d'avoir demandé ce rapport au sénateur Henri de Richemont que nous avons applaudi aujourd'hui et qui apporte une contribution essentielle à la marine française. Je ne parlerai pas du passé, vous vous en doutez, je ne parle que du présent et, puisque vous avez accordé de l'intérêt à la marine, je voudrais attirer votre attention sur deux points :

- tout d'abord, le malaise qui règne actuellement dans les sociétés de sauvetage après l'erreur faite par Bercy concernant la veuve d'un canotier volontaire<sup>1</sup> ;
- ensuite, il faut attirer l'attention sur les navires en construction pour lesquels les économies de prix ne doivent pas se traduire pas une économie de sécurité dans le domaine maritime.

Il nous reste à souhaiter que, dans un avenir acceptable, le rapport Richemont prenne la forme d'une loi et soit transmis rapidement à Bruxelles. Nous avons eu un contact avec Loyola de Palacio qui s'y était montrée très favorable, mais qui abandonnera ses fonctions au mois de juin prochain.

---

<sup>1</sup> Le ministre Dominique Bussereau intervient pour préciser que la difficulté signalée est sur le point d'être résolue.

Je terminerai en ajoutant deux points. La première s'adresse à Francis Vallat. Il me semble que l'Agence européenne de sécurité maritime ne doit pas oublier l'Organisation maritime internationale (OMI). C'est bien de construire l'Europe, mais l'Europe est encore dans le monde et, par conséquent, il faut qu'elle conserve un rayonnement suffisant.

Pour le deuxième point, peut-être que notre ami Francis Vallat a l'intention de transformer l'Institut Français de la Mer en Institut européen de la mer ? Peut-être a-t-il l'intention de faire une réunion sur l'Europe à Paris l'année prochaine ? Peut-être faudrait-il aujourd'hui corriger l'image de l'Europe qui existe en France ? On a, en effet, parlé de la pêche et des critiques à l'égard de la Commission européenne sur les limitations qu'elle impose. On ne parle pas du tout de « l'Europe verte » qui a été un grand succès pour l'agriculture. Et les armateurs doivent aussi être félicités, car je pense que ce sont eux qui ont décidé « l'Europe bleue ». C'est la première fois qu'une initiative a été faite auprès de tous les confrères européens pour montrer que tous les armateurs marchent en avant. Par conséquent, **essayons de corriger l'image d'une « Europe qui contraint » pour tenter de contribuer à l'image d'une « Europe qui libère ».**

\*

**Francis Vallat**

**Président de l'Institut français de la mer**

Passer d'une Europe qui contraint à une Europe qui libère, je pense que c'est au cœur du programme de Dominique Bussereau. La meilleure preuve que nous ne nous étions pas coordonnés est que je comptais commencer à dire, qu'il y a un an, la seule vraie question qu'on se posait et qu'on ne vous avait pas exprimée aussi brutalement, monsieur le Ministre, était : « le ministre qui est passionné par le ferroviaire et l'aérien s'intéressera-t-il à la mer ? ».

Vous vous y intéressiez déjà à l'époque, ne serait-ce qu'en tant que représentant d'une circonscription maritime, mais l'interrogation demeurait sur le plan technico-professionnel. La preuve est faite que oui, et que l'engagement personnel promis s'est vérifié : pavillon et flotte de commerce, ports, sécurité maritime, cabotage... : vous vous êtes engagé sur tous les fronts.

Le soutien de l'IFM vous est acquis dans cette démarche, dans le cadre de notre mission qui est de soutenir tous ceux qui œuvrent pour le développement des activités maritimes françaises et de l'emploi maritime français. Nous serons vigilants, certes, mais nous sommes prêts, et d'ores et déjà nous soutenons l'action engagée. Nous saluons les signes encourageants. Je ne vais pas les citer tous : je mentionnerai toutefois l'exemple des contrôles portuaires.

Dans ce domaine, vous avez suscité beaucoup d'espoir et de confiance, et cette appréciation positive que je suis en train de faire est très fortement relayée notamment par Philippe Louis-Dreyfus, président d'Armateurs de France.

Nous ne sommes pas pour le capitalisme sauvage bien sûr, mais nous sommes pour le libéralisme social, les deux mots sont importants. Après tout, depuis la seconde guerre mondiale, cela n'a jamais vraiment été tenté dans notre domaine maritime, c'est même la seule chose qui ne l'ait jamais été.

Tout le rapport Richemont nous semble marqué par un esprit novateur et pratique, non dogmatique, opportuniste au bon sens du terme, pour la marine marchande. Il s'agit de libérer pour créer une dynamique qui sera elle-même créatrice d'emploi. Les Français préféreront travailler avec les Français et savent bien qu'il faudra avoir dans l'avenir de quoi former les futurs commandants, les futurs seconds capitaines, les futurs chefs mécaniciens. Nous savons

que, dans la maistrance et la machine, il y a un certain nombre de fonctions dont nous avons besoin et pour lesquelles - s'ils le peuvent – les armateurs préféreront toujours employer des nationaux , et nous sommes persuadés que ce sera plus créateur que l'accumulation de règles qui ont, au mieux, figé les choses au niveau minimal pendant que nos voisins croissaient, y compris dans le domaine de l'emploi.

Et puis, approche pragmatique : en faveur du cabotage, faire au contraire intervenir l'État ou les collectivités locales pour donner vraiment leur chance à des projets lourds, porteurs et exemplaires.

Je ne pense pas me tromper sur le résumé de votre philosophie, car nous ne sommes pas dupes : nous imaginons qu'Henri de Richemont et vous-même avez beaucoup travaillé ensemble. Les mois qui s'annoncent sont cruciaux. Donc, bon vent et bonne mer. Votre échec serait le nôtre, votre succès sera le vôtre, mais serait aussi celui de la France maritime.

